

« Morts pour la France »

Alors que gare d'Austerlitz vient d'être inauguré un monument aux Brigades internationales, plusieurs cadres espagnols de la lutte armée à Paris ont enfin été déclarés « Morts pour la France ». Quelques informations sur quatre d'entre eux.

Conrad Miret i Musté est né le 15 avril 1906 à Barcelone. Dès sa jeunesse, il milite contre la monarchie espagnole au sein de l'Union Socialiste Catalane. La République est proclamée en avril 1931. Fin juillet 1936, pour faire face au soulèvement militaire appuyé par Hitler et Mussolini, les groupes socialistes et communistes de Catalogne se fondent dans le Parti Socialiste Unifié de Catalogne (PSUC). Engagé au PSUC, Conrad Miret combat dans l'Armée Républicaine, finalement comme commandant de bataillon, jusqu'à l'occupation de la Catalogne.

Entré en France au début février 1939, il est enfermé dans les camps d'Argelès-sur-Mer puis de Saint-Cyprien. En juin 1940, il gagne Paris et se consacre au rassemblement politique clandestin des Espagnols réfugiés en France ou qui y résidaient avant 1939. Il est de ceux qui font paraître, dès le 1^{er} mai 1941, le journal *Reconquista de España*, le diffusant en Zone Occupée et en Zone Libre, appelant à la constitution d'un « nouveau Front Populaire pour reconquérir la République en Espagne ». Autour de ce journal, dans les deux zones, naissent des comités locaux de l'Union Nationale Espagnole (UNE).

Les Espagnols qui créent la UNE estiment que la libération de l'Espagne passe par celle de la France ; ils coopèrent donc avec des Français – et aussi avec des étrangers immigrés ou réfugiés – qui les avaient soutenus en 1936-1939 contre la coalition fasciste européenne et qui refusent l'Occupation allemande. Conrad Miret est notamment en contact avec des responsables du PCF et de la CGT qui, à la même époque – mai 1941 – animent la constitution du Front national pour l'indépendance de la France ; en particulier, il est en relation avec des militants de la Main d'Œuvre Immigrée (MOI) regroupés sous ce vocable autour de la CGT (pour certains, antérieurement, autour du PCF) en fonction de leurs nationalités.

Organisateurs de la lutte armée

Moins d'un an plus tard, au printemps 1942, le Front national se dote d'un bras armé : les Francs-Tireurs et Partisans Français (FTP-F), tandis que la UNE jette les bases du 14^e Corps de Guérilleros Espagnols en France (par la suite : Groupement des Guérilleros Espagnols composante des Forces Françaises de l'Intérieur). Mais Conrad Miret ne connut pas ce printemps 1942...

Dès la fin août 1941, Conrad Miret dirige les premiers groupes de militants de la MOI qui en plein Paris s'en prennent aux Allemands. Il est en relation avec des militants de l'Organisation Spéciale, constituée par le PCF, et des Bataillons de la Jeunesse issus de la Jeunesse Communiste française. En tout, quelques dizaines de combattants alors. Il est arrêté le 12 février 1942 par la police française. Les archives de celle-ci lui attribuent la responsabilité d'une quarantaine d'attentats, précisément identifiés, entre la fin août 1941 et le début février 1942 : des incendies, des attaques à la bombe ou au pistolet.

L'ex-brigadiste hongrois Joseph Boczor le remplace à la tête des groupes MOI de la capitale.

Après deux semaines d'interrogatoires, le 26 février 1942, Conrad Miret est livré aux autorités allemandes. Il est déclaré mort le lendemain, à la prison parisienne de la Santé. De ce fait il n'a pas comparu au procès dit de la Maison de la Chimie, ouvert début avril 1942 à Paris, alors que son nom figure dans l'acte d'accusation. Le tribunal allemand a condamné à mort 25 des 27 inculpés présents.

Au moment où se tient ce procès, les FTP-F sont formés et les FTP-MOI vont succéder à la MOI. A partir de

juin 1942, les FTP-MOI de la région parisienne sont commandés par le Roumain Boris Holban. L'Arménien Missak Manouchian lui succède à partir d'août 1943 jusqu'à son arrestation le 17 novembre 1943. Missak Manouchian a été fusillé le 21 février 1944 avec 21 camarades dont Joseph Boczor et l'Espagnol Celestino Alfonso.

Grâce aux investigations, divulgations et démarches de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France-FFI, l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerres a attribué la mention « Mort pour la France » le 6 mai 2013 à Conrad Miret i Musté. Le 13 juin 2014, la Mairie de Paris inaugurerait une plaque d'hommage à son sacrifice, fixée à l'extérieur du mur d'enceinte de la prison de La Santé.



Conrad Miret i Musté arrêté par la police française le 2 février 1942, livré aux Allemands après interrogatoire. Ci-contre José Barón Carreño, tombé au premier jour de la Libération de Paris, boulevard Saint-Germain.

Trois autres résistants espagnols tombés à Paris ont été reconnus de même : le

8 juin 2015 à José Barón Carreño, le 11 janvier 2016 à Domingo Tejero Pérez, le 29 avril 2016 à Manuel Berges.⁽¹⁾

Manuel Berges a été arrêté le 27 juin 1942, à 5 h 30, à son domicile parisien, parce que présumé « responsable pour la zone occupée de l'organisation communiste espagnole ». Un rapport le déclare « suicidé » le même jour à 19 h 30, à l'intérieur des locaux de la police, selon des modalités invraisemblables. Âge présumé : 31 ans.

Domingo Tejero Pérez était engagé dans la lutte armée à Paris depuis décembre 1941. Jusqu'en juin 1942, il combat avec le Détachement espagnol de la MOI. Ensuite, il seconde le chef du 2^e Détachement FTP-MOI de la région parisienne : Sandalio Puerto ; à leurs côtés déjà : Celestino Alfonso. Blessé par la police le 9 octobre 1942, Domingo Tejero est mort le lendemain au cours d'un interrogatoire. Âge présumé : 29 ans.

Reconnaître, restituer, qualifier la mémoire

José Barón Carreño a été abattu par un tir allemand le 19 août 1944, au premier jour de la bataille finale pour la Libération de Paris. Il est tombé Boulevard Saint-Germain, non loin de l'Assemblée Nationale. Il n'a que 26 ans mais est alors le chef du Groupement des Guérilleros Espagnols pour la Zone Nord de la France (l'ex Zone Occupée).

Les rares ouvrages qui évoquent cet homme indiquent que « José Barón » (ou seulement : « Barón ») aurait été

tué « place de la Concorde » et « le 25 août ». L'analyse d'archives et de témoignages méconnus, nous ont permis de l'identifier, de préciser son parcours, de situer et améliorer sa sépulture, de le faire connaître et reconnaître par l'état français ainsi que par les villes où il est né, où il est mort et où il repose.

José Barón a vu le jour le 1^{er} mars 1918 à Gérgal (Almería). Il a 2 ans quand sa famille émigre à Melilla (Maroc espagnol). Au printemps 1936, il rejoint les Jeunesses Socialistes Unifiées. Sportif, il est sélectionné, comme coureur sur distance de 1 000 mètres, pour participer à la *Olimpiada Popular* qui doit commencer à Barcelone le 19 juillet, alternative aux Jeux Olympiques de Berlin. Mais, cette compétition ne peut avoir lieu, en raison du soulèvement qui éclate dans la péninsule le 18 juillet. José Barón s'engage aussitôt pour défendre la République. Après quasi 3 ans de guerre, il est un combattant chevronné.

En France, au printemps 1941 José Barón rejoint ceux qui publient et diffusent *Reconquista de España*. La formation des premiers comités de base de la UNE, à partir de l'été 1941 favorise politiquement l'engagement de groupes d'Espagnols dans l'action militaire : sabotages puis attentats dès le deuxième semestre 1941 en Zone Occupée (via la MOI puis les FTP-MOI), dès le premier semestre 1942 en Zone Libre (via le 14^e Corps de Guérilleros Espagnols en France). José Barón, surnommé Robert, est très tôt impliqué comme instructeur itinérant.

Des procès-verbaux d'interrogatoires établis en 1942, font état du passage de Robert en Gironde et en Bretagne. Plusieurs ouvrages écrits par d'anciens guérilleros signalent l'activité de José Barón dans le Loiret et dans l'Aude.

Matéo Blázquez, commandant Marta pendant la Résistance en Aquitaine, témoigne avoir rencontré en mai 1944 en Lot-et-Garonne « José Barón Carreño, chef militaire des guérilleros espagnols pour la zone occupée en zone Nord [sic] ». Il explique comment Robert lui a demandé de restructurer divers groupes espagnols pour constituer la 24^e Division de Guérilleros Espagnols (dont il indique que fin août 1944, elle compte 2 000 hommes).

Le 2 septembre 1944, le journal *Reconquista de España* rapporte : « samedi 19 août, lors des premiers affrontements de la bataille pour la libération de Paris, est glorieusement tombé l'un des plus prestigieux militants de la UNE : José Barón Carreño [...] Nommé par le Conseil de l'Union Nationale directeur des guérilleros en France occupée, il est tombé samedi dans la lutte pour la libération de Paris. ». Le 16 septembre 1944, le journal ajoute : « dimanche 3 a eu lieu l'enterrement du chef militaire de la UNE, notre cher compatriote José Barón [Robert]... ».

Le 24 août 2014, le président du Sénat français prenait la parole devant sa tombe, à Pantin. Ce 25 août, inaugurant une plaque au cimetière parisien de Pantin, à l'initiative de l'AAGEF-FFI, affiliée à l'ANACR, avec le soutien des municipalités de Pantin et de Paris, ainsi que celui du Secrétariat d'État aux Anciens Combattants, hommage était rendu aux Espagnols tombés à Paris en 1941-1944 en présence du maire de Gérgal venu d'Espagne. La mairie de Paris travaille à l'installation d'une autre plaque sur les lieux mêmes où José Barón Carreño est tombé, boulevard Saint Germain.

HENRI FARRENY,

PROFESSEUR HONORAIRE DES UNIVERSITÉS, PRÉSIDENT DE L'AAGEF-FFI

1) Pour en savoir plus, consulter les récents numéros du Bulletin d'Information de l'AAGEF-FFI accessibles sur les sites www.campduvernet.eu et de Mémoire de l'Espagne Républicaine (www.mer82.eu).